



**La politique étrangère libyenne :
vers un revirement profond et définitif ?**

MEMOIRE DE GÉOPOLITIQUE

du chef d'escadron Joseph Dupré la Tour

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique du Maghreb"

Directeur : Mme Nicole GRIMAUD

- mars 2004 -

SOMMAIRE

I – Kadhafi : du trublion au paria (1969 – 1998)

Le trublion des premières années	
- Les pétrodollars	4
- Les supports institutionnels	5
- Un tribun des masses arabes	5
Le paria des années quatre-vingts	
- La radicalisation des méthodes	6
- La réponse de l'ONU	7
- La riposte américaine	8

II - La diplomatie vers l'Afrique : un tropisme africain par défaut

Le panarabisme qui n'a pas abouti	
- Une cause commune : le conflit israélo-palestinien	10
- Les multiples tentatives d'alliance vers le Machrek	11
- Les échecs d'unité au Maghreb.	12
La nouvelle donne africaine	
- Une présence ancienne dans les affaires africaines	14
- De nouveaux objectifs ambitieux	15
- Des paramètres constants de cette politique africaine	17

III - Les rapports avec l'Occident : une realpolitik sous contrainte

La résolution de dossiers encombrants	
- Les médiations internationales	19
- Le retour sur la scène diplomatique	20
- Le rapprochement avec les Etats-Unis	21
Une situation encore ambiguë	
- Les difficultés avec la France	23
- Les enjeux de politique intérieure	24
- Un passif difficile à faire oublier	25

INTRODUCTION

Le 19 décembre 2003, après neuf mois de tractations secrètes avec ses deux ennemis attitrés, Londres et Washington, le colonel Kadhafi annonçait le revirement le plus spectaculaire de sa carrière : le démantèlement « sous contrôle international » de tous ses programmes secrets d'armement (chimique, biologique et nucléaire). Révélant du même coup qu'il en fabriquait –ce qu'il avait nié avec la dernière énergie pendant des années-, Kadhafi renonçait à tout programme d'armes de destruction massive, ouvrait ses installations aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AEIA) et signait le protocole additionnel au traité de non-prolifération nucléaire. Bien que la communauté internationale ait été habituée depuis trente ans aux frasques du « bédouin maghrébin », aux actions dangereuses du Caïd (le Guide), elle peut être surprise par cette volte-face spectaculaire. Comment interpréter cette mutation soudaine ? Est-ce un aggiornamento de façade de la politique étrangère libyenne ou un revirement sincère ? Le bouillant colonel aurait-il tiré les enseignements de la capture de Saddam Hussein (13 décembre 2003) et de la détermination américaine ? Le Guide mettrait-il de l'ordre dans ses affaires en vue d'un éventuel retrait en faveur d'un de ses fils ? La situation intérieure libyenne est-elle préoccupante au point que la survie du régime exige de rentrer dans le concert des nations ?

Dans le domaine diplomatique, Kadhafi adopte une politique étrangère qui lui met à dos la quasi-totalité des États du monde en l'espace de trente ans (1969-1998) : d'agitateur exotique, il devient pendant cette période le « chien enragé du Proche Orient » (l'expression est du Président Reagan), par ses méthodes de plus en plus radicales (I).

Au cours de cette même période, l'admirateur de Nasser ne parvient pas à reconstituer l'unité arabe et, à partir de 1998, se tourne résolument vers l'Afrique, son nouveau continent de prédilection, la « profondeur stratégique » de la Libye (II).

Enfin, après une mise en quarantaine d'une dizaine d'années, à la suite des attentats de décembre 1988 (Lockerbie) et de septembre 1989 (le DC-10 d'UTA), Tripoli change d'attitude et cherche à réintégrer la communauté internationale comme intermédiaire dans des dossiers complexes ou par des revirements spectaculaires (III).

I- Kadhafi : du trublion au paria (1969-1998)

Le trublion des premières années

Sous le règne de Kadhafi, commencé le 2 septembre 1969 par un coup d'État militaire, la Libye est devenue le champ d'expérimentation de théories révolutionnaires aussi inédites que ratées¹ : un mélange d'anarchie et de dictature « des masses » -Jamahiriya est un néologisme kadhafien qui signifie État des masses. En politique étrangère, l'interventionnisme de Kadhafi a traduit sa volonté de réduire l'influence occidentale et de faire progresser, le cas échéant par la contrainte, ses objectifs unitaires, arabe dans un premier temps puis africain. Le style de cette diplomatie entreprenante peut s'expliquer en partie par la volonté du Guide d'aller chercher loin de ses déserts des « masses populaires » à la mesure de ses ambitions révolutionnaires. Cette action extérieure en constante ébullition, qui sera marquée à son apogée par d'actives participations à de nombreuses actions terroristes, n'aurait pas été possible sans des instruments pécuniaires, des supports institutionnels et la personnalité emblématique du Caïd libyen.

Les pétrodollars

L'économie de la Libye, longtemps socialiste et planifiée, est très orientée vers le secteur des hydrocarbures. Le pays est membre de l'OPEP. Ce secteur représente à lui seul 95% des exportations et 30% du PIB. Les taxes pétrolières assurent 75% du budget de l'État. C'est dire la place qu'a le cours du pétrole dans les fluctuations de l'économie. En dehors des hydrocarbures, les chiffres concernant l'économie libyenne sont le plus souvent sujet à caution. L'industrie occuperait 30% de la population active et contribuerait pour 47% au PIB. Bien que les revenus pétroliers ne soient pas équitablement redistribués aux couches les plus démunies de la société, le gouvernement parvient à assurer un service social et une politique du logement qui permet aux Libyens d'être en général mieux lotis que leurs voisins du Maghreb. En dehors de la satisfaction de besoins sociaux impératifs, le colonel Kadhafi a utilisé l'argent du pétrole au profit de sa diplomatie, classique ou moins conventionnelle. De façon classique, il a pu par exemple financer des projets d'investissements dans d'autres pays arabes ou encore sponsoriser des politiques culturelles ou éducatives au profit de pays africains. Sur un mode moins conventionnel,

¹ Mouna Naïm « Le nouveau Kadhafi », Le Monde 8 janvier 2004

cet argent a permis d'exporter de l'armement ou de pratiquer des opérations de subversion ou de déstabilisation. A côté de cette politique de rentier, il faut admettre que la structure monolithique de l'économie libyenne limitait ses possibilités de coopérations industrielles ou de diversification des échanges commerciaux. D'autre part, la faible densité de la population libyenne lui permettait d'absorber le surplus de main d'œuvre des pays voisins, subsahariens ou maghrébins. Ces actifs étrangers (près de deux millions d'habitants pour une population totale estimée à six millions) constituant encore une arme économique voire politique.

Les supports institutionnels

Pour mener à bien sa politique interventionniste, le colonel Kadhafi dispose d'institutions, parfois éphémères, parfois durables, parfois religieuses, parfois profanes. La plus connue reste l'association missionnaire Da'wa Islamiyya, créée en mai 1972. Dotée de moyens importants et de revenus économiques propres, son action a été plus particulièrement perceptible au sud du Sahara, lorsque le régime a pu se prévaloir de quelques ruptures diplomatiques d'États subsahariens avec Israël et de conversion à l'Islam de dirigeants africains. Université islamique, bourses d'études offertes aux étudiants étrangers, « radio du saint Coran », l'association Da'wa Islamiyya a renforcé ses capacités pour donner toute sa mesure aux ambitions de Kadhafi². Sur le plan profane, les « Mathabas de la Révolution », créés en 1980, ont œuvré jusqu'à leur dissolution en 1992 à l'exportation du modèle révolutionnaire jamahiriyen mais également au suivi – ce qui, en langage des Mathabas se traduit par élimination – des opposants en exil. Le soutien sans faille du régime à de nombreux mouvements de lutte contre l'occident ou de guérilla nationaliste est un autre aspect de ces pratiques interventionniste – Bande à Baader, canaques de Calédonie, Armée républicaine irlandaise, et les différentes composantes de la résistance palestinienne. Panarabisme, islam, anti-impérialisme, ont été pendant de nombreuses années les fondements de la « troisième théorie » (la pensée du désert) que la personnalité emblématique du trublion libyen a permis de mettre en valeur et d'exporter dans le Tiers-Monde.

² Burgat F., Laronde A. La Libye (collection «Que sais-je » PUF 1996) PP 67-74

Un tribun des masses arabes

Le ton du colonel Kadhafi, par sa grande liberté, par sa surenchère verbale a remporté rapidement un succès de sympathie dans les masses arabes. Plus que les hymnes à l'unité arabe, ce sont les diatribes anti-occidentales en général et anti-israéliennes en particulier, le refus de voir « des Allemands, des Russes ou des Français, sous le seul prétexte qu'ils sont de confession juive, avoir le droit de venir vivre sur la terre de Palestine » qui donnent aux oubliés de la politique occidentale une reconnaissance au moins verbale. Son discours pour l'unité du monde arabe donne aux autres dirigeants une forme de scrupules à jouer « cavalier seul » en compagnie de l'ennemi américain. Pendant de nombreuses années, le trublion libyen a donc eu une politique relativement efficace auprès des chefs d'État de la région, leur donnant une certaine mauvaise conscience à abandonner l'unité arabe ou à soutenir ouvertement le processus de paix avec Israël. Cependant, l'imprévisibilité de Kadhafi, son outrance, son soutien aux organisations terroristes et sa volonté de s'adresser « aux masses » sans tenir compte des dirigeants locaux lui ont créé de solides inimitiés et ont accéléré l'isolement de la Libye au plan international. A partir des années 1980, la « diplomatie » de Tripoli prend un tournant en radicalisant ses positions et ses méthodes.

Le paria des années quatre-vingts

La radicalisation des méthodes

Les liens avec la communauté internationale ne cessent de se dégrader pendant les années 1970 et Tripoli radicalise ses méthodes dans les années 1980. La majorité des mouvements de résistance à l'ordre occidental reçoivent, avec plus ou moins de continuité, un soutien de Tripoli. Toutes les guérillas nationalistes du Tiers-Monde mais aussi les minorités ethniques américaines (indiennes ou noires) ainsi que les groupes terroristes occidentaux (Bande à Baader, IRA, ...) reçoivent des subsides de Tripoli. Mais le territoire de prédilection du dictateur libyen demeure l'Afrique, où, au-delà du backyard tchadien, Tripoli participe à une dizaine de tentatives de déstabilisation de régimes africains : Burkina Faso (1983), Gambie (1982), Niger et Mali (1982), Soudan (soutien de la rébellion du Sud et tentatives de renversement de Nimeiry), Somalie (soutien au Front du Salut), Zaïre (soutien au FLC et au MNC), Guinée Bissau ou encore Cap-Vert.

L'épisode tchadien est le plus emblématique exemple de cette période de la politique extérieure de Tripoli car il illustre la volonté déstabilisatrice libyenne. Cette aventure finit cependant par un échec cuisant. Il convient d'en rappeler les principales phases.

L'épisode tchadien

L'intervention au Tchad fut la dernière action d'importance engagée par la Libye. Les événements - clés de cet épisode diplomatique-militaire sont les suivants :

- initiation : annexion en 1973 de la bande de terre tchadienne d'Aouzou par Tripoli, échec en 1979 des tentatives de règlement pacifique du différend, signature en 1981 d'un traité d'union bilatérale favorable à la Libye;
- réplique tchadienne : tentative de reconquête du pouvoir par les Tchadiens en 1982, réplique libyenne (prise de Faya-Largeau en 1983), interposition française pour la défense du territoire tchadien (opération Manta), non-respect par la Libye de sa promesse signée en 1984 de retrait du Tchad (construction d'une piste à Ouadi-Doum), reconquête du territoire par les forces tchadiennes en 1986 (Fada, Ouadi-Doum, Faya Largeau, Aouzou);
- conclusion : riposte pour l'honneur des Libyens sur Aouzou, mais défaite finale avec la destruction par le Tchad de la base libyenne de Maaten Es-Sahra, le 05 septembre 1987. Les pertes humaines et matérielles sont importantes. L'envoi final d'un raid répressif contre N'djamena se termine lamentablement par la destruction d'un des deux appareils libyens.

Il est possible de tirer quelques constantes³ de ces divers épisodes :

- les troupes libyennes manquent singulièrement d'unité et de motivation; elles sont composées de soldats réguliers, de miliciens, de membres de la Légion islamique enrôlés de force, et la plupart de ces soldats sont peu entraînés;
- les actions libyennes sont peu préparées et leurs conséquences ne sont pas anticipées. Essentiellement offensives, elles ont pour but d'arriver à un résultat rapide, mais elles pèchent par l'absence d'un volet défensif, qui ne semble jamais envisagé;
- l'état-major libyen est incapable d'exploiter un succès tactique, de coordonner de façon efficace ses actions et de prendre une décision lorsque l'urgence le commande. La rigidité doctrinale de sa formation soviétique, qui ne laisse aucune place à l'initiative, en est certainement un facteur d'explication;

³ de Villeneuve G. Géopolitique de la Libye CID Paris 2003 P. 26

- les troupes semblent incapables d'utiliser de façon satisfaisante le matériel, du fait d'une véritable carence en entretien et en organisation logistique;
- les forces armées libyennes et maghrébines en général ne peuvent être comparées à celles des pays occidentaux majeurs, dont la supériorité en matière de formation, d'entraînement, d'équipement est manifeste.

Comme le dit Saïd Haddad, "l'affaire tchadienne est exemplaire car elle symbolise tous les errements de la politique libyenne tant sur le plan diplomatique que sur le plan militaire"⁴. Avec la défaite de l'aventure tchadienne, les Libyens, à commencer par les militaires eux-mêmes, douteront désormais réellement des capacités de leur chef à mener à bien des actions militaires à l'extérieur du pays. Aucune des actions tant militaires que diplomatiques entreprises dans ce cadre ne se conclut favorablement pour Kadhafi. En 1994, la Cour internationale de justice de la Haye dénie même définitivement à la Libye tout droit de revendication sur la bande d'Aouzou.

La réponse de l'ONU

Pour Washington et Londres, les actions anti-occidentales poursuivies par le dirigeant libyen servent à venger le bombardement américain de 1986 dans lequel était morte sa fille adoptive. En quelques mois, devant le refus libyen de coopérer, le Conseil de sécurité adopte deux résolutions, la résolution 732 (décembre 1991) suivie rapidement de la résolution 748 (mars 1992). Cette dernière qualifie la Libye d'État terroriste et impose un premier régime de sanctions, notamment un embargo aérien, mais aussi une interdiction d'exporter certaines technologies et des armes. Un an plus tard, la résolution 883 (mars 1993) impose des mesures encore plus draconiennes, permettant de geler les avoirs libyens à l'étranger et interdisant l'exportation vers la Libye des technologies nécessaires à son industrie pétrolière⁵. On s'en doute, les Etats-Unis et leurs alliés britanniques entendent alors non seulement apurer un contentieux juridique et permettre à la justice de faire son travail et de condamner les coupables de l'attentat, ils veulent également le renversement d'un des « Rogue States », ces fameux États voyous qui remplacent le danger communiste. Mais le prophétisme radical arabe et l'anti-impérialisme viscéral jusqu'à l'utilisation de méthodes douteuses entraîne la Libye dans

⁴ Haddad (S) "La politique africaine de la Libye" - Maghreb-Machrek (10/2000) - P 29

⁵ Rogalski M. « Perspective de l'embargo dans la nouvelle stratégie américaine » Le débat stratégique (11/1993) PP. 1-4

une escalade de violence dont elle sortira très affaiblie. Si la réponse de l'ONU isole Tripoli sur la scène internationale, les pays africains contournent largement ces sanctions. Ainsi dès 1997, une réunion des ministres des affaires étrangères de l'OUA se tient en Libye – et non comme il est de coutume à Addis Abeba – malgré les quelques 300 km que les officiels africains doivent faire en voiture de la Tunisie pour rejoindre Tripoli. Au mois d'août 1998, le sommet de l'OUA de Ouagadougou appelle les États membres à ne pas respecter l'embargo contre la Libye. En revanche, la pression américaine à l'endroit de Kadhafi se fait beaucoup plus forte.

La riposte américaine

Depuis les années 1970, les Etats-Unis restreignent graduellement leurs échanges commerciaux et humains avec Tripoli. Les effets cumulés des mesures américaines étaient tels qu'à la fin de l'année 1985, le commerce entre les deux pays était devenu totalement illégal et toute autre transaction économique (y compris contrat de travail) entre un ressortissant américain et le gouvernement libyen interdite. Avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, les relations entre Tripoli et Washington de très mauvaises deviennent plus que détestables. Le 14 avril 1986, appuyés par des porte-avions postés dans le golfe de Syrte, dix-huit bombardiers F 111 décollent d'une base britannique et bombardent Benghazi et Tripoli faisant environ 37 morts dont la fille adoptive de Kadhafi. Une dizaine d'années plus tard, le Guide continue à faire visiter les ruines de son ancienne maison bombardée, avec exposition de photos montrant les corps déchiquetés des victimes⁶...Déjà en août 1981, deux avions libyens avaient été abattus dans des conditions mal définies ; au même moment la marine américaine coulait deux vedettes garde-frontières accusées d'avoir lancé des missiles contre ses avions. Á cela s'est ajouté le gel des avoirs libyens détenus dans les banques américaines doublé de l'interdiction d'octroyer des prêts à des entités contrôlées par l'État libyen. En 1996, le Congrès vote le Iran-Libya Sanctions Act (ILSA), reconduit en 2001.

Il est pourtant difficile de mesurer l'impact des sanctions américaines et internationales sur la situation politique libyenne⁷. Pendant des années, pour expliquer les déboires de l'économie nationale, le régime n'a eu de cesse de désigner l'embargo comme la source de tous les maux. De nombreux slogans placardés dans les grandes villes proclamaient : « Nous vaincrons l'embargo » ; comme s'il s'agissait d'une guerre imposée à la Libye. Au

⁶ Gharbi S. « Le nouveau rêve africain de Kadhafi » Jeune Afrique, du 27/08/1997 au 02/09/1997 PP. 12-16

⁷ Niblock T. « Irak, Libye, Soudan : efficacité des sanctions ? » in Politique étrangère 1/2000 PP. 95-108

fond, l'embargo remplissait une fonction commode en occultant les vraies raisons de l'échec économique libyen et a d'une certaine manière, consolidé le régime. Pourtant, l'isolement de Kadhafi sur le plan international finit par le forcer très progressivement à la modération.⁸ En octobre 1989, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire égyptien al-Musawar, il déclarait que la Libye mettait fin à ses relations avec les « groupes qui, dans la poursuite de leurs objectifs, recourent au terrorisme et font du mal »⁹. Trois mille activistes islamistes sont alors mis en prison et plusieurs dizaines d'entre eux sont exécutés sans autre forme de procès. « Quand une bête est malade, le vétérinaire la fait abattre pour éviter de contaminer les autres », déclare le colonel devant un parterre de magistrats le 15 octobre 1989¹⁰. Indéniablement, les sanctions ont contribué à « endiguer » le régime perturbateur, d'autant que les pays limitrophes (Égypte et Tunisie) les ont respectées.

⁸ Senator Torricelli R. and Dr. Bergsten F. « Sanctions against Rogue States : do they work ? » in Council on foreign relations 05/10/1998, PP. 1 à 19

⁹ Entretiens in Al-Musawar du 25/10/1989

¹⁰ Burgat F., Laronde A. La Libye (collection «Que sais-je » PUF 1996)

II- La diplomatie vers l'Afrique : un tropisme africain par défaut

Un panarabisme qui n'a pas abouti

La mort de Nasser en 1970 prive Kadhafi de son maître à penser mais lui offre, par la même occasion, la possibilité de reprendre le flambeau du panarabisme nassérien et de se lancer, avec l'énergie flamboyante qu'on lui connaît, dans la construction de l'unité arabe. Peine perdue, l'échec de la politique arabe du Guide libyen, dont il porte une large responsabilité, demeure une des grandes causes de rancœur et d'amertume de Kadhafi.

Une cause commune : le conflit israélo-palestinien

Jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, Kadhafi fut un partisan virulent de la lutte contre l'État hébreu. L'académie militaire libyenne reçut pendant de nombreuses années des membres de l'OLP ou du Hezbollah, lors de stages courts d'une durée de six mois, pour se former à la lutte contre Israël. « La Libye, depuis la révolution de 1969, s'est donc battue en faveur de l'union arabe. Et c'est pour cela qu'elle est devenue l'ennemi numéro un des Etats-Unis, du sionisme, de l'Occident. » (Discours de Kadhafi le 6 octobre 2003). En 1973, la non participation de la Libye à la guerre déclenchée par l'Égypte a été une des causes de la rupture libyo-égyptienne. Pendant de nombreuses années, le combat contre Israël mobilisait ainsi toutes les énergies. En revanche, l'attitude vis-à-vis des Palestiniens était plus distante : il était plus facile de mobiliser les énergies contre un ennemi commun (Israël) que d'aider concrètement la Palestine. Mais, fidèle à sa longue tradition de subversion, le Guide a financé de nombreux groupuscules palestiniens. On ne comptait pas moins de 26 organisations palestiniennes dans la capitale libyenne en 1986.. Cependant dès le milieu des années quatre-vingt-dix, le discours de Kadhafi à l'endroit d'Israël se fait plus modéré. Il finit par reconnaître le droit des Israéliens à habiter ce territoire et prône un rapprochement avec les Palestiniens. Il propose même la création d'un État bicéphale, comprenant Israël et la Palestine, sous le néologisme d'Isratine. Les contacts avec Israël existent mais ne sont jamais officiels, pour des raisons de politique intérieure. Le dirigeant de Tripoli ne souhaite pas passer pour un homme de conciliation auprès d'une population qu'il a endoctrinée depuis tant d'années contre l'État hébreu. Les dirigeants israéliens, de leur côté, cherchent à nouer des contacts avec de nouveaux pays arabes mais ne tiennent pas à ébruiter ces contacts vis-à-vis de populations arabes hostiles.

Les multiples tentatives d'alliances vers le Machrek

Le panarabisme de Kadhafi résulte de sa volonté de redonner à la nation arabe, en la réunifiant, les moyens d'effacer les traces de la domination occidentale. Né en juin 1942 d'Abou Meniar et d'Aïcha, couple de bédouins nomadisant dans la région de Syrte, Moammar Kadhafi entretient probablement un complexe vis-à-vis de la modernité urbaine : « Ceux qui ont mené la Révolution ne sont ni des savants ni des experts. Ce ne sont que de simples révolutionnaires. Certains parmi nous, ne savaient ni lire ni écrire ! Beaucoup n'avaient pas de diplômes secondaires. De simples sous-officiers analphabètes, voilà ce que nous étions ! »¹¹ Le mythe unitaire semble contribuer à exorciser les désillusions de la modernité urbaine et soigner les traumatismes de l'aliénation culturelle. Mais ce panarabisme hérité du modèle « nassérien » s'en écarte par quelques spécificités notamment religieuses. Trop pieux pour être nassérien, il associe très étroitement Arabité et Islam. Bien qu'il se méfie des courants islamistes, il a imposé bien des lois islamistes à la Libye : la consommation d'alcool est totalement interdite en Libye où l'on a fait, en 1977, du drapeau vert de l'Islam, l'emblème national et où la prééminence des catégories culturelles occidentales est combattue de manière très volontariste. Mais Kadhafi, sourcilleux et sincère, n'est pas pour autant un conservateur. Il défend le rôle de la femme, introduit la mixité dans certains établissements militaires et s'oppose très explicitement à toute forme de gouvernement théocratique.

Parce qu'il est un des héritiers de Nasser, parce que l'Orient est le berceau de l'arabité et de l'Islam ainsi que le terrain de confrontation avec l'ennemi sioniste, Kadhafi est naturellement attiré par le Machreq. En revanche, l'Ouest maghrébin l'attire moins. Au Maghreb, l'unité n'est possible qu'en tant qu'élément d'un processus unitaire complet et uniquement si le Guide y joue un rôle central. Même s'il connaît et respecte l'expérience nationaliste algérienne, c'est à l'Est que penche le cœur de Kadhafi : trois mois après sa prise de pouvoir, il signe avec l'Égypte de Nasser et le Soudan de Nimeiry le pacte de Tripoli, (« La Libye a de l'argent, l'Égypte des hommes et le Soudan la terre » aurait dit Kadhafi) premier d'une longue série de traités d'alliance, d'unions, voire de fusions qui passeront tous par profits et pertes. La dernière tentative date de 2001 lorsque la Libye propose au Soudan un rapprochement entre les deux États. Il se méfie à la même époque de la dynamique unitaire maghrébine qu'il soupçonne de favoriser l'influence européenne

¹¹ Martinez (L) – "La Libye après l'embargo" Maghreb-Machrek (octobre 2000) – page 4

et de démobiliser les populations arabes de la cause palestinienne. Il refuse ainsi de participer, en mars 1970 à la Conférence des ministres maghrébins de l'économie et quitte six mois plus tard le Comité permanent consultatif du Maghreb, créé en 1964, unique et fragile expression institutionnelle des espoirs unitaires de la région. En réalité, ce sont les « trahisons » du Machreq qui vont pousser Kadhafi à la raison maghrébine. Tenu par Anouar el-Sadate à l'écart de la préparation de l'offensive égyptienne contre Israël, le colonel Kadhafi ne pardonnera jamais au raïs, successeur de Nasser, de l'avoir exclu d'une telle aventure. L'assassinat de Sadate mais surtout les accords de Camp David (1978) cristalliseront le désamour libyen pour l'Égypte.

Les échecs d'unité au Maghreb

Barré à l'Est par le Caire, Kadhafi déploie sa diplomatie vers le Sud mais aussi vers l'Ouest. Un temps séduit par l'expérience socialiste algérienne, Kadhafi noue en 1973 des contacts avec Houari Boumediene, mais le rapprochement algéro-libyen s'enlise dans l'imbroglio du Sahara occidental. Du côté tunisien, le 12 janvier 1974 est signée la fusion tuniso-libyenne de Djerba qui doit conduire à la création d'une République arabe islamique. Mais cette tentative fait long feu et s'ajoute à d'autres alliances de circonstances comme le front de la fermeté en 1977 avec la Syrie, l'Algérie et l'OLP, ou l'Union arabo-africaine avec le Maroc (1984) qui se scindent tour à tour. La dernière tentative envers le monde arabe date de 1989 lorsque Kadhafi accepte d'apposer sa signature (à l'encre verte, pour marquer sa spécificité) au bas d'un traité instituant l'Union du Maghreb Arabe entre la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie. Mais les forces centrifuges (crise du Golfe, tempête islamiste, nouvel « ordre mondial américain ») ainsi que les interventions libyennes dans le débat interne algérien déliteront cette union de façade. Le 13 septembre 1998, Kadhafi décide donc de tourner la page de l'arabisme et de l'unionisme et de réorienter prioritairement la politique libyenne vers le continent africain. Le Comité populaire général pour l'Unité arabe est supprimé et remplacé par une nouvelle institution, un Comité populaire général pour l'Afrique. Mais ce tropisme africain est un tropisme par défaut, car Kadhafi l'imprévisible gardera une constante acrimonie envers ses partenaires arabes. Cinq ans plus tard, le 6 octobre 2003, dans un discours fleuve prononcé à l'occasion de l'année de la femme, le Caïd rappelle avec amertume l'échec de

sa politique arabe en accusant ses différents partenaires : « aujourd’hui, les Arabes se font écraser en Palestine et en Irak. Tout ce que la Libye a enduré dans le passé est dû aux positions que nous avons prises en faveur des Arabes. Malgré tous nos sacrifices, ils se sont alliés aux Etats-Unis et avec le sionisme. Il n’y a plus rien à espérer d’eux... Car les Arabes sont devenus la risée de tous. Ils sont finis. »¹² En décembre 2003, lors du sommet 5+5 de Tunis, le Guide libyen ignore superbement ses partenaires maghrébins et européens, témoignant une fois de plus de son imprévisibilité et de son refus d’une telle intégration politique. Devant l’impasse du rêve unitaire arabe, Kadhafi relance sa politique vers le sud du continent africain.

La nouvelle donne africaine

En 1999, au cours d’un sommet de l’Organisation de l’Unité Africaine (OUA) qui se déroule à Syrte, les chefs d’État – plus de 40 sur les 52 en fonction – entérinent un projet d’union africaine qui devrait permettre à l’organisation continentale de faire peau neuve et de se doter de nouveaux instruments, notamment une Banque centrale, une Cour de justice, un parlement. En juillet 2000, le sommet de l’OUA qui se tient à Lomé fournit un cadre juridique à ces bonnes intentions affichées. En octobre 2000, treize mois après ce virage diplomatique significatif, les dirigeants libyens qui n’ont cessé de déclarer leur volonté d’avancer sur ces dossiers se retrouvent face à une crise intérieure aux effets diplomatiques déplorables pour leur image en Afrique. Des dizaines et sans doute des centaines de travailleurs africains sont tués ou blessés lors de véritables pogroms conduits par une partie de la population, notamment les jeunes, qui bénéficie pour un temps de la complicité passive des forces de l’ordre. Des Soudanais, des Nigériens, mais aussi des Ghanéens et d’autres travailleurs africains, résidents légaux ou illégaux, subissent des mauvais traitements et lynchages au point de devoir se terrer avant qu’une relative normalisation ne se fasse jour. Cette crise ne détourne pas Kadhafi de ses nouveaux objectifs ambitieux pour l’Afrique, son backyard dans lequel il sévit depuis longtemps.

Une présence ancienne dans les affaires africaines

Le projet des « Etats-Unis du Sahel » initié dans les années 1970, s’appuyait sur une politique révolutionnaire impliquant la déstabilisation des régimes concernés. A l’instar de

¹² Gharbi S. « Libye Kadhafi : ‘les Arabes sont finis’ » Jeune Afrique du 19 au 25 octobre 2003, PP 42-43

la Révolution américaine, Kadhafi ambitionnait de « libérer » le continent noir des ex-puissances coloniales. Cette politique appliquée dans les années 1970 était tributaire d'un contexte particulier : elle résultait de la marginalisation de Kadhafi sur la scène moyen-orientale, après la guerre contre Israël en 1973. La Libye entreprend alors sa guerre contre Israël et choisit l'Afrique comme champ de bataille. Tout au long de la décennie 70, le colonel Kadhafi s'efforce de « combattre » la diplomatie israélienne. En 1969, la Libye comptait moins de dix ambassades en Afrique. A partir de 1974, elle a multiplié les ouvertures de postes diplomatiques, instauré une coopération active avec les États africains, créé plus de 40 sociétés mixtes et une dizaine de banques. C'est le début de la mise en place d'un réseau d'influence libyenne. Cette politique s'appuyait sur le discours prononcé par Kadhafi lors de la conférence islamique de Lahore en 1973 –il y annonçait la mise en place d'un programme de prix préférentiels-, mais aussi, et surtout, sur la montée des revenus pétroliers libyens (1,3 milliards de dollars en 1970 et 6 milliards en 1973). La Libye a su alors se doter d'instruments financiers redoutables. En 1977, les investissements libyens étaient évalués à 3 milliards de dollars ; ils concernent aussi bien le secteur minier (Zaïre), que les infrastructures ou la construction de l'université de Bujumbura.

La politique africaine de la Libye s'articulait autour de trois pays : Niger, Tchad et Ouganda, qualifiés d' « États pivots » dans la stratégie de lutte contre « Israël et l'impérialisme ». Parallèlement, les premiers alliés de Kadhafi, à savoir l'Égypte et le Soudan, basculaient dans le camp des « ennemis » de la Libye. En juillet 1976, le roi d'Arabie saoudite, Khaled, les présidents Sadate et Numeiry signaient un pacte de défense mutuelle. En août, l'Égypte massait des troupes à la frontière et Numeiry rompait les relations diplomatiques avec Tripoli, accusant Kadhafi d'être un « fou dangereux ». C'est dans ce contexte d'échec au Moyen-Orient que le colonel Kadhafi lança en 1979, son projet de créer les « Etats-Unis du Sahel ».

Au début des années 1980, l'emprise libyenne sur les enjeux politiques africains était devenue considérable. Kadhafi avait réussi à obtenir d'un grand nombre d'États africains qu'ils cessent leurs relations avec Israël n'hésitant pas à faire pression sur les régimes concernés en soutenant leurs oppositions armées. En quelques années, Tripoli est devenue la capitale des « rebelles africains » (Jerry Rawlings, Museveni, Kabila, etc.) et le pays s'est transformé en camp d'entraînement pour des mouvements d'oppositions armés tel que l'Union démocratique républicaine du Mali (7000 combattants). Enfin, pendant les années 1990, pour s'être opposé aux Américains et peut-être aussi aux Français, le régime

de Kadhafi continue de bénéficier de la sympathie d'un large nombre de chefs d'État africains, jadis rebelles exilés dans la capitale libyenne.

En août 1997, quatre pays participent à un sommet organisé à Tripoli sur les « États-Unis du Sahara » : le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Kadhafi, dans un discours à l'Académie militaire insiste sur l'origine yéménite de tous les pays situés au nord et à l'est de la forêt équatoriale et avertit : « Nous ne voulons pas être comme des renards ou des lapins dans la forêt, à la merci des lions. Nous voulons être des lions parmi les lions. [...] Nous voulons créer une véritable puissance économique, à l'instar de l'Union européenne, de la Fédération de Russie, de la Chine, de l'Inde ou de l'Amérique »¹³. En 1998, ce projet d'Union sahélienne donne naissance à la Communauté de six États sahélo-sahariens (COMESSA) en 1999. Trois accords sont signés : le premier porte sur la libre circulation des personnes et des biens, le second définit le cadre d'intervention d'une banque africaine de développement et de commerce et le troisième instaure un conseil économique, social et culturel. La COMESSA qui compte, en 2000, 11 membres prend l'appellation de SIN-SAD. Mais la vision politique du colonel Kadhafi ne peut se réduire à une petite partie du continent africain : il décide alors d'élargir son champ d'action à l'ensemble du continent.

De nouveaux objectifs ambitieux

Bien que confronté à d'immenses problèmes intérieurs, le colonel Kadhafi n'a pas attendu longtemps, une fois la suspension de l'embargo acquise (1999), avant de relancer sa politique africaine. Par le passé, celle-ci avait valu à la Libye l'inimitié des grandes puissances ; quant à son armée, elle en avait subi les conséquences dans le conflit tchadien. Le spectre d'une déstabilisation des États africains orchestrée par Tripoli est-il sur le point de resurgir ? Peut-être pas, si l'on en juge par le discours de Kadhafi lors du sommet extraordinaire de l'OUA, tenu à Syrte en septembre 1999.

A cette occasion, le numéro un Libyen propose la constitution des « États-Unis d'Afrique » et expose un projet de développement ambitieux pour le continent, censé mettre fin à la guerre et au sous-développement. Les « États-Unis d'Afrique » doivent, enfin, permettre la mise en valeur d'un continent que Kadhafi estime riche mais qui se heurte à « un veto des pays capitalistes ». « A mon sens –explique-t-il-, l'Afrique n'est

¹³ Gharbi S. (op. cit.)

absolument pas un continent pauvre. Elle n'a peut-être pas de liquidités, mais elle a des ressources, des matières premières ». Le problème c'est que « les pays capitalistes ne veulent pas que notre continent se développe. Ils entendent garder l'Afrique telle quelle pour lui soutirer ses matières premières ». Le principal changement dans la politique africaine de Kadhafi est l'abandon, officiellement revendiqué, du recours à la violence. Le but de Kadhafi est d'unir l'Afrique face à l'Occident ou au FMI. Au niveau économique cependant, la dimension de l'action de Tripoli demeure difficile à cerner. Il existe une institution créée en 1991, la Libyan Arab Investment Company chargée non plus de traduire les largesses d'un État rentier pour les pays amis mais de dégager du profit, d'investir dans le tourisme (rachat d'hôtels), l'immobilier ou encore l'exploitation forestière. Sur le plan militaire, Kadhafi rêve d'une armée africaine unique¹⁴ qui permettrait de réussir là où la défunte OUA a échoué, le maintien de la paix sur le continent. Le 27 février 2004 il a fait inscrire le projet d'armée panafricaine à l'ordre du jour de la deuxième journée du sommet de l'Union africaine à Syrte. Mais les chefs d'État ne sont toujours pas disposés à donner leur accord à une telle entreprise. Sur le plan politique, le Guide a vainement essayé, en 2003, de faire passer à quatre ans le mandat du président de l'Union africaine, poste qu'il a défini comme celui de « Président de l'Afrique ».

Des paramètres constants de cette politique africaine.

L'observateur de la politique africaine libyenne aura du mal à trouver des caractères constants dans l'attitude de Kadhafi, tant le comportement de l'individu peut sembler erratique et imprévisible : projets d'unité du Machrek, puis du Maghreb, projets d'États-Unis du Sahel, puis d'Afrique. Cependant certains paramètres ont une importance certaine sur la hiérarchisation des options possibles libyennes.

Le premier aspect reste l'anti-impérialisme militant : l'anti-américanisme, doublé d'une opposition viscérale à Israël et d'un anticolonialisme virulent est un aspect essentiel de la pensée de Kadhafi, même si, pour des raisons de realpolitik, l'attitude du Guide est parfois plus nuancée. Cet anti-impérialisme militant correspond à plusieurs logiques politiques. Il est incontestablement un legs de la formation des dirigeants libyens (même si des changements apparaissent avec, en 2003, la nomination d'un Premier ministre Shokri Ganem diplômé aux États-Unis), il reste surtout l'un des éléments centraux d'un code

¹⁴ Prier P. « Kadhafi veut imposer une armée africaine unique » Le Figaro du 26/02/2004

diplomatique essentiel pour tisser des liens avec d'autres pays du Sud dans une commune hostilité aux grandes puissances occidentales. Il demeure également un moyen de dénoncer une opposition fourvoyée avec les ennemis du peuple puisque réfugiée dans les grandes métropoles occidentales. Il permet enfin de cantonner la question d'Israël au seul problème d'impérialisme et de colonisation.

Le deuxième aspect est le maintien des cercles arabes et islamiques aux dépens du cercle africain : pendant des années, la politique étrangère libyenne s'est fondamentalement concentrée sur le monde arabe, balançant entre Maghreb et Proche-Orient. La politique africaine libyenne semble avoir considérablement fléchi à partir de 1998. Or, la réalité est encore assez ambiguë. Lorsque le Mozambique connaît un désastre national au printemps 2000 avec des inondations catastrophiques, le gouvernement libyen réagit et octroie en urgence, bien avant les pays occidentaux, une aide de plusieurs millions de dollars en nourriture et en médicaments. Pourtant cette aide ne va pas au gouvernement, ni à la structure de coordination de l'aide internationale mais à des organisations caritatives islamiques. De même, le très laïc, voire laïciste président érythréen, Issayas Afeworki, lorsqu'il voyage en Libye est toujours accompagné d'un aréopage de ministres ou de responsables politiques musulmans, pourtant minoritaires dans son gouvernement ou dans le parti. Le choix de soutenir l'Érythrée contre l'Éthiopie est également un choix qui privilégie le cercle arabe sur toute autre considération. Une autre confirmation de la prédominance donnée aux cercles arabes et islamiques par rapport au cercle africain est l'importance des fonds alloués à la construction de mosquées et aux activités de prédication et de prosélytisme islamique dans une bonne partie des pays africains. Comme cela a été vu, parmi les nombreux atouts de Tripoli pour percer en Afrique, on retrouve la Jama-at ad da-wa al islami (société pour l'appel à l'Islam). Ayant son siège à Tripoli, elle constitue avec ses 500 000 membres un puissant vecteur de diffusion ; elle s'inspire ouvertement de l'expérience « confrérique » (construction de mosquée, centres culturels islamiques, radios et émissions islamiques, aides sanitaires, distribution gratuite d'exemplaires du Coran). Très active au cours de la décennie 1980 (en 1982-1983 : des « caravanes pour l'appel à l'islam » parcourent l'Afrique occidentale), elle est devenue plus discrète à partir des années 1990. Cela dit, cette baisse de régime n'a pas empêché l'université Omar le Moukhtar, près d'el Bayda de devenir le principal lieu d'accueil des étudiants africains.

La dernière dimension de ces paramètres « constants » reste la personnalisation de la politique étrangère libyenne fondée sur les réseaux. C'est fondamentalement le chef d'État

libyen qui est seul en charge de la politique étrangère et l'appareil diplomatique le suit à grand peine. Tout semble reposer sur des relations très individualisées où le protocole et le suivi bureaucratique jouent un rôle mineur. Il s'agit donc d'une pratique un peu particulière qui fait qu'une diplomatie dite populaire se cantonne le plus souvent à des contacts suivis entre chefs d'État, plus qu'entre ambassadeurs ou ministres. Il est possible de s'interroger sur la nature de la politique et de l'État tels qu'ils sont perçus par le dirigeant libyen : l'économie rentière induite par l'exploitation pétrolière peut partiellement se passer du peuple puisqu'il existe une manne financière permettant d'acheter un relatif consensus social. En plus, la culture libyenne est l'héritière d'une forte culture bédouine où la parentèle joue un rôle majeur, qui constitue une alternative à l'État. Enfin, Kadhafi utilise les réseaux confrériques avec habileté, legs de l'expérience des Sénoussis, confrérie au rôle très important sous l'Empire ottoman et au début de l'indépendance.

III Les rapports avec l'Occident : la realpolitik sous contrainte

Les résolutions de dossiers encombrants.

Si son action africaine lui a permis de contourner en partie son isolement, Kadhafi a néanmoins besoin de renouer les contacts avec les puissances occidentales. Il va s'atteler alors à résoudre des dossiers encombrants au profit des puissances occidentales et à tenter d'épurer un passif très lourd. Mais l'ostracisme dont il prétend être la victime a de fortes conséquences économiques : en plus de l'ouverture politique au monde, il tente donc depuis 2001 de libéraliser son économie : les technocrates remplacent les politiques aux postes clés et la stratégie d'ouverture est confiée à la LAFICO (Libyan Arab Foreign Investment Corp) en liaison avec la Libyan Foreign Bank.

Les médiations internationales

C'est en août 2000 que la Libye, par l'intermédiaire de la Fondation Kadhafi verse vingt cinq millions de dollars au groupe Abbou Sayyaf de Jolo (Philippines) et obtient ainsi la libération de six otages occidentaux. La France remercie Tripoli et évoque « l'amélioration des relations ». Le chancelier allemand Gerhard Schröder souligne que « sans le colonel Kadhafi et son fils, rien n'aurait été possible ». C'est toujours, par l'intermédiaire de la fondation Kadhafi, ministère bis des affaires étrangères de la Jamahiriya, que Tripoli traite les dossiers des attentats de Lockerbie et du vol UTA.

Sur le continent africain lui-même, la Libye intervient comme médiateur dans le conflit soudanais, entre l'Érythrée et l'Éthiopie, en Somalie et en République démocratique du Congo. La médiation au Soudan est intéressante car elle montre un début de revirement libyen. Elle a plusieurs buts. Le premier est, à l'instar du but poursuivi par les Égyptiens, de réintroduire une dimension arabe dans la médiation. Il s'agit ensuite de tenter de marginaliser une influence américaine et israélienne dans cette partie de l'Afrique et surtout de s'opposer à une partition du Soudan qui donnerait plus de moyens à Washington ou Tel-Aviv d'interférer dans les affaires intérieures d'un pays arabe. Il s'agit enfin pour Kadhafi de montrer que la Libye peut réussir là où les États-Unis ont échoué depuis le début du conflit au Sud-Soudan en 1983. Malgré l'investissement personnel de Kadhafi, la médiation n'aboutit pas vraiment, mais l'Égypte, qui joue un rôle très important dans ces négociations, et l'Occident constatent un rôle nouveau joué par Tripoli,

loin de son rôle déstabilisateur habituel. En fait, que ce soit au Soudan, en Ouganda ou encore au Congo, l'implication libyenne est très médiatique, elle mobilise éventuellement des soldats (une centaine d'hommes à Kampala en 1999) dans un but pacificateur, mais son effectivité est bien mince. D'une certaine manière, Tripoli ne dispose pas des instruments de la force qui lui permettraient de jouer un rôle à la mesure de ses ambitions et, en dehors des fameuses enveloppes ou mallettes pleines de dollars que le régime distribuait aux chefs d'État ou hommes politiques de premier plan, la capacité libyenne à peser sur des enjeux politiques cruciaux reste mineure sur la moyenne durée.

Le retour sur la scène diplomatique

En plus des différentes médiations et afin de rompre l'isolement qui frappe son pays, Kadhafi propose ses services aux Etats-Unis, pour combattre le terrorisme. Le 11 septembre 2001, Kadhafi est l'un des premiers chefs d'État arabe à proposer son soutien à l'administration Bush pour lutter contre le terrorisme. Contrairement à son homologue irakien, Saddam Hussein, le Guide a clairement condamné l'attentat du World Trade Center. Les Etats-Unis restent circonspects mais Tripoli ne figure pas sur la liste des objectifs américains. Le 20 janvier 2003, fort du soutien africain, Tripoli parvient à imposer sa candidate, Najat Al-Hajjaji, à la présidence de la commission des droits de l'homme de l'ONU. Pour la première fois, le vote avait lieu à bulletin secret, mais seuls les Etats-Unis, le Canada et le Guatemala se sont opposés à cette candidature. La France s'est abstenue. Le 23 octobre 2003, Tripoli renoue avec le Fonds monétaire international : la Libye, membre de l'organisation depuis 1958 était restée en dehors du système (pas d'emprunts ni d'obligations). Tripoli, par cette démarche, demande une assistance technique en matière monétaire, fiscale et budgétaire.

Mais surtout, le retour sur la scène diplomatique s'effectue le 19 décembre 2003, lorsque Tripoli annonce que des accords ont été conclus avec Londres et Washington pour renoncer aux armes de destruction massives. Pourtant "le colonel Kadhafi a toujours affirmé que les pays arabes, et donc la Libye, devaient se doter de l'arme nucléaire pour pouvoir jouer d'égal à égal avec les Occidentaux".¹⁵ Est-ce donc un coup de bluff¹⁶ ou la Libye décide-t-elle de rentrer dans le rang en autorisant les inspections de l'AIEA (mais surtout les Etats-Unis et la Grande Bretagne) à contrôler son programme d'équipement. Le 27 janvier 2004, à la suite des inspections américano-britanniques, sept tonnes de

¹⁵ Daguzan (JF) - "Le dernier rempart ? Les armées et politiques de défense au Maghreb" – Edit. Publisud – p 82

¹⁶ Soudan F. « Libye : le grand bluff » Jeune Afrique du 29 février au 6 mars 2004 P. 38

matériels –équipements et documents relatifs aux programmes nucléaires et de missiles balistiques- quittent Tripoli pour le Laboratoire national d’Oak Ridge (Tennessee).¹⁷ La découverte de ce transfert de technologie (en provenance du Pakistan et de la Chine via la Malaisie) met en lumière les limites d’un embargo vieux d’une dizaine d’années. Les spéculations sur les capacités réelles ou non de Tripoli à fabriquer l’arme nucléaire n’avaient pas vraiment d’intérêt : Tripoli a fini par se ranger aux injonctions américaines, « gendarme du monde » en raison de la chute du rideau de fer et surtout de la détermination des administrations américaines depuis Ronald Reagan. C’est donc une véritable « reddition préventive »¹⁸ de Tripoli. Le 30 décembre 2003, Romano Prodi téléphonait au dirigeant libyen pour le féliciter de son retour en force sur la scène internationale, l’invitant à venir à Bruxelles le « plus tôt possible ». Le président de la commission a insisté également pour que la Libye rejoigne le processus de Barcelone le plus vite possible.¹⁹

Le rapprochement avec les États-Unis

En, avril 1999, à la suite d’un accord permettant le jugement aux Pays-Bas de deux ressortissants libyens impliqués dans l’attentat de Lockerbie, l’ONU avait suspendu l’embargo qui frappait la Libye depuis plus de 7 ans. Tout au long de la décennie 90, Washington et Londres avaient pourtant réclamé en vain l’extradition des deux suspects et menacé Tripoli, en cas de refus, d’étendre l’embargo au secteur pétrolier. Au bout du compte, un accord avait été trouvé : Abdel Basset Ali al Megrahi et Amine Khalifa Fhima seraient jugés aux Pays-Bas par la justice écossaise. L’humiliation de l’extradition des deux citoyens libyens vers les États-Unis et la Grande-Bretagne était ainsi évitée. Au même moment, pour négocier avec Moussa Koussa, puissant chef des services de renseignements libyens, le département d’État américain dépêchait en secret Martin Indyk, secrétaire d’État adjoint chargé du Moyen-Orient et Bruce Riedel, haut fonctionnaire de la Maison Blanche. Si elle voulait améliorer ses relations avec les États-Unis, la Libye devait coopérer en combattant les organisations terroristes, admettre ses responsabilités dans l’attentat et payer des compensations financières complètes aux familles des victimes. Mais pour convaincre le colonel Kadhafi, il fallut aussi le soutien de Nelson Mandela, celui du prince Bandar Ibn Sultan d’Arabie Saoudite, sans oublier

¹⁷ Claude P. « les inspections américano-britanniques en Libye » Le Monde du 29/01/04

¹⁸ Soudan F. « Comment Kadhafi a cédé aux Américains » Jeune Afrique du 4 au 10 janvier 2004 PP 34-35

¹⁹ Bouilhet A. « Vers une normalisation Europe-Libye » Le Figaro, le 13 janvier 2004

l'engagement pris par Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, de suspendre l'embargo dès la « livraison » des deux suspects (avril 1999). Il faudra attendre le 31 janvier 2001 pour que le verdict tombe : Al Megrahi est condamné à la prison à vie tandis que l'autre suspect, Khalifa Fhima obtient l'acquittement faute de preuve. Enfin, chaque famille de victime de la Pan Am obtient de la Fondation KIFCA (Kaddafi International Foundation for Charitable Association), dont le premier responsable n'est autre que Seïf el-Islam, le propre fils de Kadhafi, 5 millions de dollars pour un total de 2,7 milliards de dollars, à comparer avec les 35 millions de dollars pour les victimes du DC-10 d'UTA... Mais le volet financier masque le volet politique : en filigrane se dessine le revirement de l'histoire de la diplomatie libyenne : le rapprochement avec les Etats-Unis, la réconciliation entre un pays de « l'axe du mal » et le « Grand Satan ». Dans une lettre adressée début mars 2003 à Chas Freeman, ancien secrétaire adjoint à la Défense (1993-1994) et président d'un think-tank réputé, le Middle East Policy Council, le fils de Kadhafi est très clair : « Nous ne considérons plus votre pays comme le Grand Satan, mais comme un grand frère, et reconnaissons le rôle particulier que lui confère son statut de grande puissance... »²⁰ Il est difficile de mesurer le degré de liberté dont bénéficie Seïf el-Islam, de voir derrière les propos du fils la volonté du père ou d'imaginer qu'une réforme est en cours dont le chef de file serait le fils même du Guide. Le 3 février 2004, peu après l'annonce du démantèlement des armes de destruction massive, R. Boucher, porte-parole du Département d'État déclare : « la Libye a fondamentalement changé »²¹. Les experts américains le reconnaissent : le processus de réconciliation sera long mais, sous la pression des compagnies pétrolières américaines et pour soulager la Libye frappée par les sanctions économiques et lourdement handicapée par les choix socio-économiques du « messager du désert », des gestes importants seront accomplis à court terme. Le changement nécessaire semble donc s'opérer.

Une situation encore ambiguë

Si les Etats-Unis adoptent vis-à-vis des Libyens une attitude décomplexée du « fort au faible », la diplomatie du Royaume-Uni est beaucoup moins agressive et plus pragmatique : Tony Blair, le Premier ministre britannique a déjà reçu le colonel Kadhafi à Downing Street et il est pressenti pour être le prochain chef de gouvernement à s'asseoir sous la célèbre tente du Guide –après Silvio Berlusconi, qui y a fait deux séjours. En

²⁰ Limam Z. « Seïf entre ombres et lumière » Afrique magazine n° 217 (10/2003). PP 38 à 44

²¹ Gharbi S. « Libye - Etats-Unis : Le début d'une lune de miel » Jeune Afrique du 8 au 14 février. Page 39

revanche, les rapports avec la France restent à améliorer malgré les déclarations de bonnes intentions émanant des chancelleries. Il demeure que la politique étrangère d'un pays est toujours étroitement liée à la politique intérieure et le cas libyen n'échappe pas à cette règle. Mais si les rapports avec l'Occident semblent évoluer favorablement, il est difficile d'apurer un lourd passif, de trente années.

Les difficultés avec la France

Le 31 mars 1999, la Cour d'assise de Paris condamne par contumace six membres présumés des services secrets libyens (dont le beau-frère de Kadhafi) à la réclusion criminelle à perpétuité. Les mandats internationaux contre ces six personnes courent jusqu'en 2019. Trois mois plus tard, en juin 1999, l'association française SOS-Attentat porte plainte contre le chef d'État libyen pour complicité dans cet attentat. Cette poursuite qui envenime les relations entre la Libye et la France connaît néanmoins une issue heureuse pour Kadhafi puisqu'en mars 2001, la Cour de cassation referme définitivement le dossier visant le chef d'État libyen. L'association introduit alors une procédure devant la cour européenne des droits de l'homme. Face aux victimes, la Libye a mandaté la Fondation Kadhafi. Au-delà des poursuites pénales, les associations de victimes réclament des compensations financières, mais la Libye qui a déjà versé 5 millions de dollars par famille du Boeing américain, ne veut pas payer plus de 1 million de dollars par famille pour le DC-10 français. Parallèlement, l'État français relance la commission mixte franco-libyenne en octobre 2002, première commission depuis 1983. Le but de cette commission dont la délégation française était présidée par Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères et la délégation libyenne par Abderrahmane Chalgham, secrétaire du Comité populaire général de liaison extérieure et de coopération internationale, est de relancer la coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre les deux pays. La déclaration finale du 22 octobre 2002 fait écho des progrès de la relance des relations bilatérales et affirme « la volonté commune de poursuivre cet approfondissement des liens qui existent entre les deux pays ». Quelques mois plus tard, le 20 janvier 2003, la Libye était élue pour un an à la présidence de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, grâce à l'abstention des 7 pays représentant l'Union européenne (dont la France) et malgré l'opposition des États-Unis. Le 12 septembre 2003, le conseil de sécurité, sur proposition britannique, a voté la résolution 1506 demandant une levée des sanctions frappant Tripoli. La France, qui avait longtemps menacé d'exercer son veto et de bloquer le projet de résolution britannique, réclamant des indemnités « équitables » pour les

victimes du vol 772 d'UTA s'est finalement abstenue lors de ce vote. Le représentant permanent de la France au conseil de sécurité des Nations Unies déclare le lendemain : « La levée des sanctions contre la Libye constitue une étape importante dans le processus de réintégration de ce pays dans la communauté internationale. Cette normalisation, que nous appelons de nos vœux, suppose que la Libye continue de faire les gestes nécessaires, au-delà des exigences posées pour la levée des sanctions. La France fera preuve de vigilance pour que l'accord conclu entre les familles des victimes du vol UTA et la Fondation Kadhafi soit mise en œuvre rapidement. » Malgré les injonctions de la France, la Fondation Kadhafi n'a pas coopéré entièrement avec les victimes et, le sommet 5+5 de Tunis des 4, 5 et 6 décembre 2003 a été un rendez-vous manqué entre J. Chirac et M. Kadhafi. Cependant, quelques jours plus tard, le 9 janvier 2004, messieurs de Villepin et Chalgham, annonçaient qu'un accord était passé entre Paris et Tripoli concernant les indemnités à verser aux familles des victimes. La deuxième condition (sanction contre les responsables de l'attentat) étant soigneusement occultée. En réalité, Paris a du faire des concessions et admettre que le règlement de l'attentat n'aurait qu'un volet financier et n'aurait pas d'impact judiciaire : les membres proches de la famille Kadhafi, largement impliqués dans cette tragédie, ne seront pas livrés à la justice française et le mot « attentat » est absent de l'accord franco-libyen du 9 janvier, qui mentionne laconiquement une « explosion de l'avion ». La culpabilité libyenne est absente du dossier. Malgré les efforts français, les négociations secrètes entre Tripoli, Washington et Londres se sont tenues sans que Paris en ait été averti pour aboutir à l'annonce libyenne de démanteler sous contrôle international ses « armements interdits par la communauté internationale »²².

Les enjeux de politique intérieure.

Les deux enjeux principaux de politique intérieure de Kadhafi sont l'économie et sa succession. Les années d'embargo ont ruiné l'économie, mais surtout, au cours des années 1970, la guerre contre le sionisme et l'impérialisme avait détourné l'essentiel des dépenses vers le secteur de l'armement. Malgré les dix milliards de revenus annuels, la population libyenne ne bénéficie toujours pas d'un approvisionnement régulier en eau potable. Le projet pharaonique de « grande rivière souterraine », estimé à vingt-cinq milliards de dollars a, certes, permis la distribution d'eau dans les deux grandes villes du littoral

²² Jarreau P. « Succès anglo-américain : le colonel Kadhafi sacrifie son arsenal secret » Le Monde du 22/12/2003

(Tripoli et Benghazi) mais les problèmes de fiabilité du réseau n'ont pas été réglés (fuites récurrentes, épuisement de la nappe phréatique, etc.) et, pour ne rien arranger, la société coréenne en charge de ce projet (Dong Ah) est en faillite... Le taux de chômage avoisine les 30% (mais les statistiques fiables sont rares) et la population encore jeune (les moins de trente ans représentent plus de 65% de la population) a des attentes auxquelles les dirigeants libyens doivent répondre. Le 7 juin 2001, Kadhafi est même allé à la rencontre des étudiants à l'université de Gar Younès²³, rencontre au cours de laquelle il a évoqué les problèmes de la société libyenne : baisse du niveau d'instruction, manque de moyens de l'université, chômage. Même si l'opposition est absente du débat politique (les royalistes retirés en Grande Bretagne ainsi que les rares opposants politiques n'ont pratiquement pas d'écho sur le sol africain tandis que les islamistes ont été décimés par le régime libyen), le régime ne veut pas faire des populations libyennes des mécontents et des désespérés.

Le deuxième enjeu de la politique de Kadhafi est sa succession. Agé de soixante-deux ans, le Caïd pense à sa succession même s'il s'en défend²⁴. Après Ahmad Qazzaf Ad Dam, un cousin du colonel, c'est un de ses fils (l'aîné de sa seconde épouse), Saïf al-Islam Kadhafi, âgé de 32 ans et président de la Fondation Kadhafi qui est pressenti comme l'héritier.²⁵ Il semble en effet bien placé pour reprendre les rênes du pays. Mais il devra compter avec deux de ses frères : Saadi (très actif dans les investissements financiers en Italie) mais surtout Mutassam, très impliqué dans la sécurité, chef d'une milice spéciale dont la mission était de combattre la corruption et dont les membres se promenaient dans Tripoli dans des jeeps noires. La mise à l'écart récente de Mutassam permettrait à Saïf de s'imposer plus facilement mais ne supprime pas toute guerre de succession.

Un passif difficile à faire oublier.

En matière de politique étrangère avec l'Europe, les foudres libyennes se sont apaisées et visent de façon distinctes les puissances occidentales. L'Italie, ancienne puissance coloniale dont le comportement sur le sol libyen ne fut pourtant pas un modèle de colonisation éclairée bénéficie d'un statut privilégié, grâce à une habile diplomatie faite de pragmatisme et dénuée de conditionnalités politique. L'Angleterre, très liée à l'histoire libyenne et abritant encore l'opposition au régime de Tripoli a longtemps subi les anathèmes du trublion libyen mais, le besoin de se rapprocher des Etats-Unis et la

²³ Sobh S. « Libye : l'ouverture irréversible » Bulletin de documentation N° 554 – 8/2001 PP. 70 à 73

²⁴ Awad H. « La dynastie Kadhafi » Al Wasat (Londres) du 08/09/2003

²⁵ Claude P. « Au nom du père » Le Monde du 04/03/04.

nécessité de rentrer dans le concert des nations a amené le Guide à négocier avec Londres. Le Premier ministre Blair a été chaleureusement accueilli sous la tente du Caïd le 25 mars 2004. Une embellie diplomatique qui s'accompagne d'espoirs commerciaux avec la possibilité pour l'entreprise Shell d'effectuer des forages au large des côtes libyennes. Les relations avec la France restent complexes : au-delà des rivalités et des oppositions anciennes sur le théâtre africain, la politique arabe de la France et la volonté commune des deux pays de limiter, autant que faire se peut, l'influence américaine sur le continent africain devrait réchauffer les relations entre les deux pays.

En réalité, plus que les gouvernants, ce sont les opinions publiques qu'il faudra séduire : si le « messenger du Désert » a toujours eu un certain écho auprès des populations arabes, l'opinion publique occidentale ne perçoit pas le Guide de la même façon. Seul un engagement réel dans la lutte contre l'Islamisme et les réseaux terroristes donnera du crédit aux paroles et aux annonces du dirigeant libyen.

Conclusion

« Le monde a changé radicalement et profondément et celui qui ne changerait pas d'opinion serait un réactionnaire. Les méthodes et les idées doivent changer et, en tant que révolutionnaire et progressiste, je dois suivre le mouvement »²⁶

Depuis le coup d'État de 1969, la politique étrangère libyenne a considérablement tranché par rapport à celles de ses voisins par ses déclarations, ses modes d'action et ses revirements. Du prophétisme radical arabe et de l'anti-impérialisme viscéral jusqu'à l'utilisation récurrente de méthodes douteuses qui ont créé les conditions pour des ripostes américaines et des sanctions internationales, les péripéties de l'insertion de la Libye dans le système international ont montré les limites et le gâchis de l'attitude de Kadhafi. Pourtant, les règlements diplomatiques des attentats de Lockerbie et du Ténére, l'ouverture du sol libyen aux vérificateurs de l'AIEA, la collaboration de Kadhafi dans la lutte contre le terrorisme ouvrent une phase nouvelle dans l'histoire de la Libye car ils mettent un terme à une politique de containment et permettent à la Libye de revenir sur la scène internationale. Si l'on peut raisonnablement espérer que les activités terroristes commanditées par Tripoli vont cesser, que penser des axes de sa politique ? On peut conclure par quatre remarques :

- Les projets de déstabilisation pas totalement abandonnés (comme l'illustre le rôle dévolu à Blaise Compaoré) mais vraisemblablement circonscrits à quelques pays d'Afrique sans enjeu international seront certainement entretenus de façon intermittente. Il semblerait étrange que le comportement erratique du Guide libyen se stabilise pour de bon, après des décennies de provocations, de violences et de conspirations.
- Mais la politique libyenne ne peut se penser sur cette seule problématique. Les projets d'unité africaine, favorisé par les médiations de Tripoli dans certains conflits régionaux mais aussi par les pétrodollars, continueront d'alimenter les discours de Kadhafi. Mais l'argent libyen, l'énergie et la conviction de Kadhafi ne suffiront pas à souder le continent. Les réticences de certains grands États africains (Algérie, Afrique

²⁶ « The world has changed radically and drastically and anyone who does not change his own opinion would be a reactionary. The methods and the ideas should change and being a revolutionary and a progressive man, I have to follow the movement ».

(Colonel Kadhafi, entretien avec USA Today, 13 mai 2000).

du Sud et Nigeria) , l'ambiguïté des relations entre Tripoli et ses partenaires et les volontés occidentales constitueront probablement un frein à la politique africaine de la Libye. Cependant, on peut espérer que les efforts du Guide, déçu par son rêve arabe, seront plus un facteur de stabilité que de rivalité en gestation.

- Avec les Européens et les Américains, la Libye deviendra un partenaire, même si les pesanteurs du passé demeureront très fortes dans les mentalités. L'ouverture de l'économie libyenne sera certainement lente mais inexorable, et le containment de la Libye (prolongé pour un an par l'administration Bush) devrait à l'avenir se limiter à quelques secteurs particuliers. Avec l'Union Européenne, Tripoli entamera rapidement les démarches²⁷ pour adhérer au processus de Barcelone, ce qui normalisera les relations mais ne signifie pas pour autant une démocratisation et une ouverture totale du pays.
- Enfin la France devra certainement renoncer (au moins provisoirement) à obtenir la reddition des six responsables libyens de l'attentat du DC-10 –dont Senoussi, beau-frère de Kadhafi et gravement malade d'un cancer-²⁸, pour ne pas polluer ses relations avec Tripoli et gêner une influence historique en Afrique. Le président Chirac a été invité à Tripoli²⁹ par Seïf el-Islam Kadhafi, en visite officielle à Paris le 09 mars 2004. Le compromis français éviterait aussi de donner un champ totalement libre aux Américains en Afrique. Les deux pays auront tout à y gagner.

²⁷ Dépêche de l'agence Europe du 01/03/04

²⁸ Jeune Afrique du 7 au 13 mars 2004 (Rubrique : 'confidentiel')

²⁹ Prier P. « Le fils aîné de Kadhafi célèbre l'embellie avec Paris » Le Figaro 10/03/04

BIBLIOGRAPHIE

1. LIVRES

Monde arabe

- ~ Benchemane (M) - "Les coups d'État en Afrique" - Publisud (1983)
- ~ Benheddi (Z) - "L'armée, l'État et le pouvoir politique" dans "L'état du Maghreb" – Editions La Découverte (1991) – p337-343
- ~ Boustani (R) - "Atlas du monde arabe" – Bordas (1990)
- ~ Burgat (F) - "L'islamisme au Maghreb" – Karthala (p 170-182)
- ~ Daguzan (JF) - "Le dernier rempart ? Les armées et politiques de défense au Maghreb – Editions Publisud
- ~ Ellyas (AB) – "A la rencontre du Maghreb" – La Découverte (2001)
- ~ Fabriès-Verfaillie (M) – "L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient dans le nouvel espace mondial" – PUF (1998)
- ~ Foucher (M) - "Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique" – Fayard (1991)
- ~ Ouannès (M) - "Annuaire de l'Afrique du Nord" (1999)
- ~ Planbol (X. de) – "Les nations du prophète" – Fayard (1993) – p454-478
- ~ Stora (B) – "Les cent portes du Maghreb" – Ed. de l'Atelier (1999) – p211-214
- ~ "L'Etat du Maghreb" – La Découverte" (1991)

Libye

- ~ Bessis (J) - "La Libye contemporaine" – L'Harmattan (1986)
- ~ Burgat (F) - "La Libye" - Editions PUF (Que sais-je ?) – 2003
- ~ Burgat (F) - "Libye" dans "L'Etat du Maghreb" – Editions La Découverte (1991) – p77-78
- ~ Davis (J) - "Le système libyen : les tribus et la révolution" – PUF (1990)
- ~ Djaziri (M) - "État et société en Libye" - L'Harmattan (1996)
- ~ Djaziri (M) - "La Libye: les élites politiques, la stratégie de sortie de crise et la réinsertion dans le système international" dans "Annuaire de l'Afrique du Nord" (1999)
- ~ Escallier (R) - "La Libye, pays d'immigration" dans "L'Etat du Maghreb" – Editions La Découverte (1991)
- ~ Khadafi (M) - "Le livre vert" (1976-1980)

- ~ Haddad (S) - "Les théâtres non-africains de la géopolitique libyenne" dans "Annuaire de l'Afrique du Nord" (1999)
- ~ Lanne (B) – "Tchad-Libye : la querelle des frontières" – Karthala (1982)
- ~ Lawless (RI) - "Libye : une vie urbaine ancienne" dans "L'Etat du Maghreb" – Editions La Découverte (1991) – p178-182
- ~ Martel (A) - "La Libye – 1835-1990 – essai de géopolitique historique" – PUF (1991)
- ~ Monastiri (T) - "Libye : entre Maghreb et Machrek" dans "L'Etat du Maghreb" – Editions La Découverte (1991) – p123-130
- ~ Otayek (R) - "La politique africaine de la Libye" – Karthala (1986)
- ~ Pliez (O) - "Mutation spatiale et émergence de nouveaux acteurs dans le Sud libyen" - "Annuaire de l'Afrique du Nord" (1999)
- ~ Vandewalle (D) - "Libye : un développement très lent" dans "L'état du Maghreb" – Editions La Découverte (1991) – p454-456

2. REVUES

- ~ Anderson (L) – "La Libye de Kadhafi" - Maghreb-Machrek (octobre 2000)
- ~ Binoche-Guedra (J) - "Le conflit tchado-libyen" - Maghreb-Machrek (avril 1988)
- ~ Burgat (F) – "Libye : Kadhafi, mode d'emploi" – Les Cahiers de l'Orient (2^e trim 1986)
- ~ Burgat (F) – "Le régime libyen face à la montée des oppositions" – Maghreb-Machrek (2^e trim 1987)
- ~ Callies de Salies (B) – "Libye : évolution favorable" – Défense nationale (avril 1998)
- ~ Hadda (S) – "La politique africaine de la Libye" - Maghreb-Machrek (octobre 2000)
- ~ Joffé (G) – "La Libye et l'Europe" - Maghreb-Machrek (octobre 2000)
- ~ Martinez (L) – "La Libye après l'embargo" - Maghreb-Machrek (octobre 2000)
- ~ Niblock T. « Irak, Libye, Soudan : efficacité des sanctions ? » in Politique étrangère 1/2000 PP. 95-108
- ~ Rogalski M. « Perspective de l'embargo dans la nouvelle stratégie américaine » Le débat stratégique (11/1993)
- ~ Rondot (R) – "Libye et Maghreb arabe" – Revue de défense nationale (nov 1989)
- ~ Sada (H) – "La bande d'Aouzou : un différend qui dure" – Défense nationale (août 1993)
- ~ Senator Torricelli R. and Dr. Bergsten F. « Sanctions against Rogue States : do they work ? » in Council on foreign relations (octobre 1998)
- ~ Sobh (S) – "Libye : l'embargo inefficace" – Politique internationale (été 1994)

3. PRESSE

Afrique

- ~ Ouazani (C) – "Union africaine. C'est parti !" – Jeune Afrique - L'Intelligent (15.07.2002)
- ~ Ouazani (C) – "Un petit tour et puis s'en vont" – L'Intelligent (09.02.2003)

Libye

- ~ Mouna Naïm – « Le nouveau Kadhafi », Le Monde 8 janvier 2004
- ~ Gharbi S. – « Le nouveau rêve africain de Kadhafi » Jeune Afrique 27/08 au 02/09/1997
- ~ Gharbi S. – « Libye Kadhafi : 'les Arabes sont finis' » Jeune Afrique 19 au 25/10/ 2003
- ~ Prier P. – « Kadhafi veut imposer une armée africaine unique » Le Figaro du 26/02/2004
- ~ Soudan F. – « Libye : le grand bluff » Jeune Afrique du 29 février au 6 mars 2004
- ~ Soudan F. – « Comment Kadhafi a cédé aux Américains » Jeune Afrique 4 au 10/01/04
- ~ Bouilhet A. – « Vers une normalisation Europe-Libye » Le Figaro, le 13 janvier 2004
- ~ Claude P. – « Les inspections américano-britanniques en Libye » Le Monde du 29/01/04
- ~ Limam Z. – « Seïf entre ombres et lumière » Afrique magazine n° 217 (10/2003).
- ~ Gharbi S. – « Libye-Etats-Unis : début d'une lune de miel » Jeune Afrique 8 au 14/02/04
- ~ Jarreau P. – « Le colonel Kadhafi sacrifie son arsenal secret » Le Monde du 22/12/2003
- ~ Awad H. – « La dynastie Kadhafi » Al Wasat (Londres) du 08/09/2003
- ~ Claude P. – « Au nom du père » Le Monde du 04/03/04.
- ~ Sobh S. – « Libye : l'ouverture irréversible » Bul. de documentation N° 554 – 8/2001
- ~ Jeune Afrique du 7 au 13 mars 2004 (Rubrique confidentiel)
- ~ Prier P. – « Le fils aîné de Kadhafi célèbre l'embellie avec Paris » Le Figaro 10/03/04

4. DOCUMENTS

Libye

- ~ Djaziri (M) - "Le système politique libyen" – Thèse (1988)
- ~ Note CERI à la DAS : Quelle stratégie libyenne en Afrique de l'Ouest ?
- ~ Note CERI à la DAS : L'avenir de l'Afrique se trouve-t-il au Maghreb ?
- ~ Meynet (G) – "Le livre vert de Moammar El Kadhafi" – mémoire CHEAM (1990)

5. INTERNET

Libye (articles)

- ~ *"L'expansion africaine de la Libye"* - north-africa.com
- ~ *"Les Etats-Unis renouvellent leurs sanctions contre la Libye"* - usinfo.state.gov
- ~ *"Déclaration de Kadhafi sur la Turquie"* - proche-orient.info
- ~ *" La stratégie des Etats-Unis a incité la Libye à renoncer aux ADM "* - allafrica.com
- ~ *" la dynastie Kadhafi "* - medea.be
- ~ *Diverses déclarations du ministre des affaires étrangères* - diplomatie.gouv.fr
- ~ *"La Libye est de retour"* - african-geopolitics.org
- ~ *"La Libye en quête d'un nouveau rôle"* - cyberscopie.com
- ~ *"Kadhafi privatise"* - afrik.com
- ~ *"Libye rapport annuel 2002"* - rsf.org
- ~ *Différentes résolutions du conseil de sécurité* - france.diplomatie.fr

Libye (sites)

- ~ algathafi.org
- ~ libya.net
- ~ *Centre d'Études libyennes* - libyacentre.org
- ~ *Libya Focus* - menas.co.uk
- ~ Al-haqiqa.com (site de l'opposition libyenne)